



# IRSTEA : *Et voilà l'budget 2014 !*

Voici les éléments principaux du « Budget Initial » (BI) de l'Etablissement tels qu'ils figurent dans les documents présentés – et votés - au Conseil d'Administration du 21 novembre<sup>1</sup>. Les montants indiqués sont en millions d'euros (M€) et les évolutions sont calculées par rapport au Budget Initial 2013.

## Recettes

### Nouvelle baisse de la subvention de l'Etat, effondrement des ressources propres

- ➔ - 0,970 M€ (- 1,2 %) sur la dotation de l'Etat - incluant le gel d'une partie des crédits – alors qu'il aurait fallu une somme supplémentaire de 1,350 M€ pour assurer le déroulement normal des carrières des personnels
- ➔ - 8,560 M€ (- 23,3 %) sur les ressources propres

**Soit une diminution globale des recettes de 9,530 M€ (- 8,1 %)**

## Dépenses

### Amputations sévères partout

- ➔ Sur les personnels : pas de campagne de recrutements, pas de promotions de corps
- ➔ Sur le fonctionnement et l'investissement :
  - ⊗ - 8,470 M€ (- 40,8 %) sur l'agrégat « activités conduites par les Unités de Recherche »
  - ⊗ - 0,770 M€ (- 22,2 %) sur l'agrégat « actions communes » (grands équipements scientifiques, valorisation, échanges internationaux, IST, formation permanente)
  - ⊗ - 1,59 M€ (- 17,6 %) sur l'agrégat « fonctions support » (moyens généraux de la DG, moyens informatiques communs, gros travaux immobiliers, action sociale)

*NB : au sein de ces budgets, les dépenses de la formation permanente seraient en diminution de 55 % et celles de l'action sociale de 37 %...*

### L'IRSTEA subit une double peine :

- **La dégradation des dotations de l'Etat**, qui se poursuit depuis plusieurs années (à grande vitesse sur la part Agriculture) et arrive maintenant « à l'os » (met en cause recrutements et promotions des personnels)
- **Le contre-coup sur les ressources propres de l'Institut des mesures d'austérité budgétaires que subissent ses partenaires publics** (ministères, agences, collectivités...) ; celles-ci sont en effet constituées à près de 90 % par des financements publics, répondant (mal) aux besoins de recherche et d'expertise croissants de la sphère publique dans les domaines à enjeux sociétaux couverts par l'Institut.  
Certains services sont en quasi-cessation de paiement : le MEDDE (la DEB) est dans l'incapacité de régler 630 000 € de contrat dus à l'IRSTEA en 2013... *C'est ça le « coût complet », 100 % de 0 € ? !*

***La fuite en avant sur les ressources propres nous a conduit dans l'impasse !***

***La « solution » d'une couverture au « coût complet » des contrats, seule piste discutée dans l'élaboration du Contrat d'Objectifs 14-18, est une imposture !***

***L'Etat doit assumer ses responsabilités et s'engager sur un financement structurel pérenne des activités de l'Etablissement, dans le respect de ses missions et de ses personnels ! Et il doit le faire MAINTENANT***

<sup>1</sup> CA délocalisé à Paris par le Président pour fuir la colère des personnels qui l'empêchaient de se tenir à Antony !